

HONGRIE

Orbán acte l'ultra-droitisation du Fidesz

Joël Le Pavous

Après un long bras de fer, le dirigeant magyar coupe les ponts avec le groupe conservateur modéré au sein duquel son parti gênait. Un pari qui l'isole à Bruxelles et pourrait menacer sa réélection en 2022.

Jean Asselborn doit avoir le sourire. Depuis 2010, le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères dénonce vertement la dérive autoritaire de Viktor Orbán et réclame une action forte de l'Union européenne contre la Hongrie. Avec le départ du Fidesz du groupe de centre-droit PPE, le plus important bataillon politique continental, le vœu d'Asselborn n'a pas été totalement exaucé, mais la formation du bretteur magyar risque de perdre une certaine influence à Bruxelles. L'écurie chrétienne-démocrate KDNP, pourtant alliée du gouvernement magyar, garde son eurodéputé dans le contingent.

Viktor Orbán avait prévenu : si le PPE adoptait le 3 mars ses nouveaux statuts, facilitant la suspension ou l'éviction d'un parti remettant en cause les valeurs fondamentales de la communauté conservatrice modérée, le Fidesz claquerait la porte du clan - qu'il a rejoint en novembre 2000 sur invitation du chancelier allemand Helmut Kohl. En abandonnant le groupe PPE, qui l'avait lâché le 11 septembre 2018 lors de l'adoption du rapport Sargentini documentant l'oligarchisation du « régime » Orbán

grâce aux fonds structurels, le parti hongrois majoritaire coupe les ponts afin d'anticiper la menace réelle d'expulsion.

« La modification statutaire adoptée par le PPE représente clairement une manœuvre hostile envers le Fidesz et nos électeurs. Limiter la capacité de nos eurodéputés à accomplir leur tâche en tant que membres élus du Parlement européen prive les électeurs hongrois de leurs droits démocratiques. Ceci est antidémocratique, injuste et inacceptable. Par conséquent, l'instance dirigeante du Fidesz a décidé de quitter le groupe PPE immédiatement », indiquait le premier ministre dans un courrier adressé à Manfred Weber, chef du groupe PPE au sein de l'hémicycle.

Divorce inéluctable

Le bras de fer Fidesz/PPE s'était intensifié en février 2019. Des affiches controversées ciblaient la bête noire de l'exécutif George Soros et Jean-Claude Juncker, alors patron de la Commission. Le président du groupe PPE, Manfred Weber, réclama leur retrait en échange du maintien du Fidesz dans la famille. Les affiches disparurent et le Fidesz fut suspendu du PPE le 20 mars - ce qu'il est techniquement encore aujourd'hui. Mais ensuite, le « Bruxelles-bashing » reprit, le Fidesz plomba la candidature Weber à la succession de Juncker

puis s'attaqua au nouveau numéro un du PPE, Donald Tusk, critique de Viktor Orbán et avocat de l'exclusion du Fidesz.

Ces derniers mois, la relation déjà compliquée avait empiré. Mi-novembre, Manfred Weber qualifiait d'« irresponsable » le veto hongro-polonais au plan de relance européenne. Un mois plus tard, le chef de la délégation hongroise du PPE, Tamás Deutsch, se voyait privé de parole en plénière pour avoir reproché à Manfred Weber des méthodes dignes de la Gestapo et de la police politique communiste. Quinze jours plus tôt, l'interpellation de József Szájer, ex-mégaphone d'Orbán au Parlement européen, en marge d'une partie fine homosexuelle enfreignant les restrictions sanitaires, affaiblissait le Fidesz à Bruxelles.

Les partis membres d'Europe du Nord et du Benelux, mais aussi les Baltes, les Polonais et les Grecs voulaient le Fidesz dehors depuis deux ans, tandis que les Français, les Allemands, les Espagnols, les Italiens et les Slovènes le défendaient. En septembre 2020, Donald Tusk tenta d'écarter le Fidesz des rangs du PPE mais échoua faute de majorité. Longtemps ménagé par la CDU d'Angela Merkel, notamment en raison des considérables intérêts économiques allemands (selon un rapport du Bundestag, 3.000 entreprises allemandes employaient 250.000 personnes en

2020 en Hongrie), le Fidesz commençait néanmoins à embarrasser clairement son partenaire historique. Le divorce semblait donc inéluctable.

« C'est si peu et cela arrive si tard après tant de lignes rouges franchies. Pendant une décennie, le PPE n'a pas réussi à s'opposer à l'affaiblissement de l'État de droit en Hongrie, permettant à Orbán de consolider son système et de catalyser des opinions illibérales dans toute l'UE », déplore l'eurodéputée libérale magyare Anna Donáth, membre du groupe Renew Europe. « Le PPE vient d'accomplir le strict minimum dix années trop tard. Bien sûr, ce n'est pas le PPE qui a démantelé la démocratie en Hongrie, mais il porte une part de responsabilité », renchérit sa camarade parlementaire hongroise Katalin Cseh, membre de Renew Europe et du parti hongrois Momentum, comme Donáth.

Alliance autour d'Orbán ?

Alors, quelle solution de rechange pour le Fidesz à Bruxelles ? La première : rallier les Conservateurs et réformistes européens (ECR), incluant notamment le parti gouvernemental polonais Droit et justice, allié de la Hongrie. Mais la russophilie prononcée de Budapest suscite des réticences. La seconde : intégrer le groupe Identité et démocratie (ID) hébergeant entre autres la Ligue du Nord italienne de son ami Matteo Salvini,



Le Fidesz s'orienté-t-il vers un rapprochement avec le profasciste Salvini et la Ligue du Nord ? Après le départ du parti hongrois du groupe parlementaire PPE, la voie est libre...

l'AfD allemande qui le courtise déjà et le Rassemblement national français de Marine Le Pen. Sauf qu'en mars 2019, Orbán voyait justement cette dernière comme « ligne rouge ». Pourtant, interrogé le 5 mars au sujet de l'après-PPE lors de son interview hebdomadaire sur Kossuth Rádió, Viktor Orbán déclarait avoir discuté « avec les Polonais, M. Matteo Salvini (Lega) et le parti de Mme Meloni (Fratelli d'Italia) », avec laquelle le dirigeant hongrois est en excellents termes.

Troisième possibilité : construire sa propre coalition en capitalisant sur son aura d'icône politique et la vivacité des idées de droite radicale. Dans un texte publié le jeudi 4 mars via son site officiel, Orbán réactive l'hypothèse enterrée après les européennes 2019 faute de percée populiste continentale. « Nous devons bâtir une droite démocratique européenne offrant un refuge aux citoyens qui refusent les migrants, rejettent le multiculturalisme, n'ont pas sombré dans la folie LGBTQ, défendent les traditions chrétiennes de l'Europe et respectent la souveraineté des nations », assène le tribun magyar.

En 2009, douze ans avant le coup d'éclat du Fidesz, les conservateurs britanniques de David Cameron rompaient avec le PPE jugé trop fédéraliste et montaient la fraction ECR. En 2016, le Royaume-Uni votait le Brexit et les Tories ne siègent plus au Parlement européen depuis le 31 décembre

2020 minuit. Le 8 décembre, Orbán tentait une ultime négociation avec Manfred Weber en proposant une association entre le PPE et le Fidesz en tant que groupe extérieur, comme les Tories l'avaient fait de 1999 à leur départ. « Orbán se trompe de route et veut détruire l'Union européenne », rétorquait sèchement Weber le 27.

Le retrait du Fidesz du groupe PPE, dont il était l'un des principaux piliers aux côtés de la CDU, du PP espagnol et des Républicains français, isole-t-il le parti de Viktor Orbán sur la scène continentale ? Absolument, estime l'eurodéputé socialiste István Újhelyi, ex-vice président de l'Assemblée nationale magyare de 2010 à 2014 : « Le départ du Fidesz est une bonne nouvelle pour ceux qui croient en une Union européenne unie. Il s'agit d'une énorme défaite stratégique pour Orbán. Dorénavant, ils vont faire partie de l'opposition avec les radicaux. Cela va saper leur capacité à définir l'agenda politique ».

Expulsion toujours possible

Tandis que le Fidesz cherche une nouvelle voie à Bruxelles, sa rupture soulageant le PPE incarne aussi un pari politique : le Fidesz se prépare aux législatives de l'an prochain, qui s'annoncent délicates. Selon plusieurs sondages, l'opposition rassemblée comprenant les socialistes du MSZP, les verts de Dialogue, la Coa-

lition démocratique (centre-gauche), les libéraux de Momentum, le LMP de centre-droit et le Jobbik, gommant son passé de droite extrême, battrait le parti d'Orbán au printemps 2022.

L'opposition présentera un concurrent unique contre le Fidesz dans les 106 circonscriptions magyares. Lors des municipales d'octobre 2019, les contempteurs du pouvoir avaient araché dix des vingt-trois plus grandes villes de Hongrie dont la capitale, Budapest, conquise par l'écologiste Gergely Karácsony. Bien qu'il ne soit pas (encore) candidat à la primaire qui désignera le challenger d'Orbán et débutera à la mi-août, le quadra vert Karácsony incarne l'hypothèse la plus populaire d'après une étude de l'institut Medián.

Profondément morcelée jusqu'ici, la galaxie d'opposition joint ses forces autour du tout sauf Orbán. « L'année prochaine marquera probablement la fin de l'époque de la majorité parlementaire des deux tiers détenue par le Fidesz depuis une décennie. Après le triomphe du Fidesz en 2010 et les revers de 2014 et de 2018, dont les adversaires d'Orbán sont responsables, l'opposition a appris de ses erreurs. Voilà pourquoi on peut s'attendre à une lutte acharnée », estime l'analyste politique Ervin Csizmadia.

Dans le camp Fidesz, l'heure n'est pas à l'affolement, même si l'opposition tente d'effacer ses divisions afin de vaincre « l'État-mafia ». Une ex-

pression popularisée par le sociologue et ancien ministre de l'éducation Bálint Magyar, auteur d'un livre de référence sur le clientélisme patenté du régime Orbán. Si les adversaires de « Viktor » s'imposaient en 2022, son ami d'enfance Lőrinc Mészáros, ex-technicien chauffagiste devenu magnat grâce à sa proximité avec Orbán, aura de quoi s'inquiéter pour sa fortune.

En 2010, Viktor Orbán reprenait le pouvoir aux socio-démocrates à la faveur d'une « révolution des isoloirs », prologue d'une décennie de mainmise ultraconservatrice et autoritaire sur la Hongrie. Briguant un quatrième mandat consécutif, le dirigeant national-populiste du Fidesz, dont le parti reste menacé d'expulsion du PPE, pourrait en outre devoir céder son trône magyar si les Hongrois décidaient de chasser le leader dont les puissants alliés s'appellent Vladimir Poutine, Xi Jinping et Recep Erdoğan.